



EXTRAIT DES REGISTRES DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SÉANCE DU LUNDI 13 OCTOBRE 2014

Direction Générale des Services
Gestion des Assemblées
Cohésion Sociale et Ruralité

L'an deux mille quatorze le treize octobre à dix huit heures, le Conseil Communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en séance publique, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Olivier AUDIBERT-TROIN, Député du Var.

Nombre de Membres		
Afférents au Conseil Communautaire	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
63	63	62

Objet de la
délibération:

**PLH - Draguignan -
Garantie d'emprunt
- SAIEM -
Réhabilitation Les
Negadis**

PRÉSENTS :

AUDIBERT-TROIN Olivier, PIANETTI Claude, LECOINTE Jacques, ALEMAGNA Claude, PARLANTI Alain, CHILINI Bernard, MARCY Valérie, PIERRUGUES Gérald, GALLIANO Gilbert, GRAS Raymond, MARTIN Hugues, MARIA Daniel, FANELLI Nicole, ROUVIER Georges, BACQUET Yves, CARRIERE Christophe, AMBROSINO Franck, AMOROSO Anne-Marie, AUGUIN Jutta, BOUZEREAU Gilbert, CAYMARIS Alain, CHALOT-FOURNET Christine, CHARDES Bernard, COLOMBANI Anne-Marie, DUBOUIS Brigitte, DUFOUR Sophie, FIORINI Francine, FRANCIN Sylvie, GONZALES Nathalie, GUELLATI Malika, GUIOL Marie-Christine, LEGRAIEN Françoise, LEROUX Florence, LE POULAIN Yves, LOEW Grégory, MARY-BOUZEREAU Sandrine, MENET André, MICHEL Jacques, MOMBAZET Jean-Pierre, NICOLETTI Christine, PELASSY Michèle, PESCE Thierry, PREMOSELLI Christine, REIG Laure, ROUX Régis, RUDNIK Thierry, SENES Sylvain, STRAMBIO Richard, VECCHIO Valéria, VIGIER Alain

REPRÉSENTÉS :

Liliane BOYER pouvoir à Françoise LEGRAIEN, Fabien MATRAS pouvoir à Laure REIG, Serge BALDECCHI pouvoir à Nicole FANELLI, Alain BOUCHER pouvoir à Olivier AUDIBERT-TROIN, Max CARZOLI pouvoir à Nathalie GONZALES, Stéphan CERET pouvoir à Sylvie FRANCIN, Caroline COLLOMBAT pouvoir à Bernard CHILINI, Alain HAINAUT pouvoir à Grégory LOEW, Mathilde KOUJI-DECOURT pouvoir à Alain VIGIER, Francine REGAZZETTI pouvoir à Alain PARLANTI, Jean-Daniel SANTONI pouvoir à Marie-Christine GUIOL, David SONNEVILLE pouvoir à Florence LEROUX

ABSENT :

MARCEL Frédéric

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Mademoiselle Marie-Christine GUIOL

RAPPORTEUR : Monsieur Claude ALEMAGNA

Transmis le : 17 OCT. 2014

Au Représentant de l'État,
conformément aux dispositions
de la loi du 2 mars 1982

Communauté d'Agglomération
Dracénoise
17 OCT. 2014
Viché le

Lors du Conseil Communautaire du 16 décembre 2010, la Communauté d'Agglomération Dracénoise a adopté son PLH, dont l'un des objectifs est de renforcer l'offre de logements locatifs sociaux.

Par délibération du 26 juin 2006, il a été également reconnu comme d'intérêt communautaire, l'apport de la garantie des emprunts contractés par les opérateurs auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour la construction de logements locatifs sociaux.

L'octroi de ces garanties est régi par le règlement Général d'octroi des garanties d'emprunts, objet de la délibération C 2012 -023 en date du 11 avril 2012.

En conséquence,

Vu la demande en date du 19 février 2014 formulée par la SAIEM de construction de Draguignan, sollicitant l'octroi d'une garantie des emprunts à hauteur de 50%, le solde faisant l'objet d'une demande de garantie auprès du Conseil Général,

Vu l'article L 5111-4 et les articles L 5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 2298 du Code Civil,

DELIBERE :

Article 1 : La Communauté d'Agglomération Dracénoise accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un emprunt d'un montant total de 571 276 € que la SAIEM de construction de Draguignan se propose de contracter auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce prêt PAM est destiné à financer la réhabilitation de 218 logements collectifs locatifs du programme « Les négadis » - 141 Boulevard Emile Thomas à Draguignan

Article 2 : Les caractéristiques du prêt consenti par la Caisse des Dépôts et Consignations sont les suivantes :

Caractéristiques	PAM
Montant du prêt	571 276,00 €
Montant de la garantie	285 638,00 €
Phase de préfinancement	
Durée du préfinancement	12 mois
Taux de préfinancement	Livret A – 0,45 %
Phase d'amortissement	
Durée de la période d'amortissement	20 ans
Périodicité des échéances	Annuelle
Index	Livret A
Marge fixe sur index	-0,45%
Taux d'intérêt	Le taux du livret A - 0,45%
Profil d'amortissement	Amortissement déduit avec intérêts différés
Modalité de révision	« Double révisabilité limitée » (DL)
Taux annuel de progressivité	0,00%
Taux plancher de progressivité des échéances	0,00%

Article 3 : La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par la SAIEM de construction de Draguignan, dont elle ne se serait pas acquittée à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage à se substituer à la SAIEM de construction de Draguignan pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressource nécessaire à ce règlement.

Article 4 : La Communauté d'Agglomération Dracénoise s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges de l'emprunt.

Article 5 : Le Conseil autorise le Président à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'emprunteur.

En conséquence, et au vu de l'avis de la Commission Habitat du 6 octobre 2014 il est demandé au Conseil Communautaire de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à signer tout acte et tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Communautaire, après en avoir délibéré, par 59 voix pour et 3 contre : (AMBROSINO Franck, RUDNIK Thierry, VECCHIO Valéria), décide d'adopter cette délibération.

Fait à Draguignan, le lundi 13 octobre 2014

Olivier AUDIBERT-TROIN

Président
Député du Var

Conformément au Code de Justice Administrative un délai de deux mois est ouvert à partir de la notification ou de la publication de la présente délibération pour contester celle-ci devant la juridiction administrative territorialement compétente. Dans ce même délai, la présente délibération peut être contestée devant l'autorité dont elle émane par l'exercice d'un recours gracieux. Ce recours suspend le délai de recours contentieux jusqu'à la réponse de ladite autorité ; le silence gardé pendant plus de deux mois valant rejet.